



Intervention à l'occasion de la Journée internationale pour la Paix

21 septembre 2025 - Poitiers

La Paix. Un mot qui fait rêver alors que de partout montent le bruit des bottes et les cris d'agonie des victimes de la guerre. Alors qu'Israël a décidé d'en finir avec Gaza, et en plus de la bombarder et de l'affamer, pulvérise terre, maisons et humains avec ses chars et ses bulldozers et étend son offensive dans toute la Palestine occupée et sur ses voisins proches, Syrie, Liban et plus lointains, Iran, Yemen. Si l'armée israélienne ne bombarde pas la Cisjordanie occupée c'est uniquement parce que les colonies sont tellement intriquées au territoire palestinien qu'elle pourrait tuer également ses colons.

La communauté internationale parle, condamne du bout des lèvres mais laisse faire. Le camp atlantique dirigé par les Etats-Unis et incarné par l'OTAN et l'Union européenne, soit à peine 15% de la population mondiale s'est fabriqué ses propres règles et ignore systématiquement le droit international quand celui-ci ne va pas dans le sens de ses intérêts. Chaos, sanctions, guerres, sont le lot de tous les Etats qui se rebellent et cherchent à retrouver leur souveraineté.

Dans la guerre qui oppose Israël aux Palestiniens, toute rationalité a disparu. Le manichéisme l'emporte. Pour nos gouvernements, *Israël est le bien, que nous soutenons. Les Palestiniens sont le mal, qu'il faut éradiquer*. Ces discours sur la supériorité morale occidentale sont repris en boucle ad nauseam par nos media et le gouvernement. Nous sommes sommés de nous identifier aux victimes israéliennes, qui *nous ressemblent tant*, pas aux victimes palestiniennes dont le mode de vie est si éloigné du nôtre. Faire preuve de compassion à l'égard de ces dernières est même suspect et taxé de soutien à terroristes et comme tel sanctionné.

Oui la guerre est une chose horrible et nous devons lutter pour la paix. Mais cela veut dire lutter contre ceux qui ont intérêt à la guerre, c'est-à-dire les puissances pour qui la rentabilité du capital vaut plus que les vies humaines et qui laissent mourir les Palestiniens et effacer la Palestine pour maintenir le coin israélien, leur créature, enfoncé dans cette zone du Proche Orient, débouché des *nouvelles routes de la soie* chinoises qui leur font tant peur.

Les Palestiniens ont essayé, encore et encore, de gagner leur liberté par des protestations non violentes : lors des grèves et des marches organisées en Galilée en 1976 pour protester contre la confiscation des terres par Israël ; lors de la première Intifada de 1987-1993, elle-même déclenchée par la mort de quatre Palestiniens dans la bande de Gaza ; lors de la *Grande Marche du Retour* de 2018-2019, au cours de laquelle les habitants de Gaza qui marchaient pacifiquement en direction de la clôture qui les enferme et les sépare des maisons de leurs grands-parents ont été accueillis par des gaz lacrymogènes et des balles de snipers ; lors des manifestations de mai 2021 à Shekh Jarrah et de la grève générale des citoyens palestiniens d'Israël qui s'en est suivie ; non violence encore avec le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions qui a tenté d'exercer sur l'économie israélienne la même pression que celle que les militants anti-apartheid et les gouvernements avaient exercée en Afrique du sud ; non violence encore par le simple fait de rester, d'étudier et de travailler sur leur terre malgré les innombrables obstacles, sévices et injustices mis en place par l'occupant israélien.

Et qu'ont-ils reçu en échange ? Pendant des décennies, les Palestiniens se sont vus sommés d'accepter des injonctions à la reddition, camouflées en *offres généreuses*. C'est encore le cas aujourd'hui avec la proposition de Macron de reconnaître un Etat palestinien en s'appuyant sur la Déclaration de New York du 29 juillet dernier présentée par la France et l'Arabie saoudite *sur le règlement pacifique de la question de Palestine et la mise en œuvre de la solution des deux États*.

Adoptée par l'AG des Nations Unies le 12 septembre par 142 voix pour, 10 contre et 12 abstention, cette déclaration prévoit un Etat palestinien démilitarisé, écartant le Hamas, dans lequel des élections seraient organisées entre acteurs palestiniens compatibles avec l'Union européenne. Un Etat qui devra mettre en œuvre des réformes économiques libérales et mettre fin à l'activité de l'UNRWA dont les tâches seraient remises à des institutions palestiniennes dûment habilitées et préparées. Sa coopération sécuritaire avec Israël sera la condition du déploiement d'une mission internationale de stabilisation.

Je vous invite à lire l'ensemble de la déclaration pour voir qu'il s'agit bien de rendre impossible l'établissement d'un Etat souverain, en soutenant une entité sous contrôle, privée des attributs essentiels de la souveraineté et qui priverait les Palestiniens du Droit au retour, un droit essentiel et inaliénable.

Alors oui, il faut lutter pour la paix. Mais la paix ne peut jamais être la pacification qui signifie capitulation et abandon de tous ses droits.

Dans les conditions extrêmes où il tente de survivre actuellement le peuple palestinien refuse de vivre à genoux. Il nous montre que le principe de souveraineté n'est pas négociable. C'est un droit partagé par tous ceux qui ont fait le choix de s'émanciper des tutelles néocoloniales et de la recolonisation.

C'est en cela que la lutte des Palestiniens est exemplaire et donne au monde le courage de s'engager pour une paix juste, humaine et durable car seules les nations souveraines pourront construire un monde de paix, fussent-elles en passer par une phase de guerre.

C'est pourquoi notre appel à construire un mouvement pour la paix n'est pas dissociable de la reconnaissance des droits à l'émancipation des peuples telle qu'inscrite dans le droit international, que ce soit la Résolution des Nations Unies 2621 XXV, du 12 décembre 1970 qui affirme : *le droit inhérent des peuples coloniaux de lutter par tous les moyens nécessaires contre les puissances coloniales qui répriment leur aspiration à la liberté et à l'indépendance* ou l'article 1^{er} §4 du Premier protocole additionnel de Genève du 8 juin 1977 aux termes desquels, parmi les conflits armés internationaux, figurent ceux *dans lesquels les peuples luttent contre la domination coloniale et l'occupation étrangère et contre les régimes racistes dans l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*.

L'urgence, ce n'est pas la reconnaissance d'un Etat palestinien fantôme. L'urgence c'est l'arrêt du massacre des Palestiniens de la Bande de Gaza et la fin du siège.

L'urgence c'est l'arrêt de la chasse aux Palestiniens de Cisjordanie et de Jérusalem conformément à l'avis de la CIJ du 19 juillet 2024 ordonnant à Israël de se retirer des Territoires occupés avant septembre 2025 - c'est aujourd'hui ! - et engageant les Etats à adopter des mesures pour l'y obliger.

Et pour l'y contraindre, l'urgence c'est de prendre des sanctions contre l'Etat israélien, car sans justice il ne pourra y avoir de paix, et qu'il n'y a pas deux justices.

Alors oui, il faut se battre pour faire triompher la paix. Mais une paix qui ne soit pas bafouée, défigurée, traînée dans la boue de pacificateurs qui ne font que soutenir les génocidaires et leurs projets d'annexion.

Vive la solidarité internationale et soutien à la flottille pour Gaza !

Arrêt immédiat du génocide et sanctions pour Israël

Vive la paix ! Israël hors de Palestine et de tout le Proche-Orient !

Vive la Palestine et son peuple courageux !